

*Questions orales*

**M. McGrath:** Une question supplémentaire, monsieur le Président.

**M. le vice-président:** Le député a déjà posé deux questions. Qu'il fasse vite.

\* \* \*

**LE PROGRAMME CANADA AU TRAVAIL**

## LES ALLOCATIONS VERSÉES AUX CIRCONSCRIPTIONS

**L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Soit dit en passant, les 550,000 jeunes encore en chômage vont s'étonner de la dernière déclaration du ministre.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a diminué de moitié—de \$100,000—les allocations versées aux circonscriptions en vertu du programme Canada au travail. Par ailleurs, il a étendu le programme au secteur privé, de sorte que les gens s'attendent maintenant que les députés approuvent des demandes de projets atteignant des millions de dollars. Aurait-il un conseil à donner aux députés qui doivent expliquer au secteur privé que, en réalité, l'État n'a pas d'argent pour leurs programmes?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je dois corriger une légère erreur dans la déclaration du député: le financement n'a pas été réduit de moitié à \$100,000, c'est plutôt le financement minimum qui a été ramené à \$100,000. En outre, il existe une allocation fondée sur la main-d'œuvre excédentaire dans chaque circonscription, de sorte que beaucoup de circonscriptions recevront plus que \$100,000, car le financement est plafonné à 3 millions de dollars par circonscription. Si une circonscription reçoit une somme inférieure à celle de l'an dernier, c'est parce qu'elle compte moins de chômeurs.

A la fin de ses remarques, le député a recommandé que nous augmentions les fonds destinés à ce programme. Je tiendrai compte de ses instances.

\* \* \*

**L'EMPLOI**

## LES PROJETS DE PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. Il a certainement entendu parler, tout comme moi, de la fuite concernant l'avant-projet de discours du trône, dans lequel il est question d'un prétendu grand choix de projets astucieux de création d'emplois. Le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'on ne cherche pas tout simplement à réorganiser ou rebaptiser les programmes en place, ou encore à réaffecter les fonds pour donner l'impression que l'on fait quelque chose, et ce, à des

fins strictement politiques, donnant ainsi de faux espoirs à ceux qui sont sans emploi pour le moment?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, j'ai deux choses à répondre. Premièrement, les programmes qui ont été présentés et les nouveaux programmes qui le seront, revêtent une grande importance et il ne s'agit pas simplement d'une refonte d'anciens programmes ou de simples mesures de façade, comme le dit le député. Il doit également admettre que le gouvernement a déjà consacré des fonds importants à ces programmes.

Il ne s'agit pas simplement d'entreprendre des activités nouvelles. Près de 350 millions de dollars sont consacrés chaque année à la formation. Près d'un demi-milliard est consacré à la création d'emplois et 140 millions à l'orientation professionnelle et aux services de placement. L'an dernier, plus de deux millions de jeunes Canadiens ont fait appel aux services offerts par la Commission d'emploi et de l'immigration.

**M. Wilson:** On dirait que le gouvernement projette encore une fois de remuer de l'air inutilement.

## ON DEMANDE UNE NOUVELLE POLITIQUE

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre):** Monsieur le Président, le gouvernement doit se rendre compte que la dernière récession a été un avertissement. Bien qu'elle ait été très grave, la prochaine le sera encore davantage si le gouvernement ne propose pas des changements de politique fondamentaux dans son prochain discours du trône.

Étant donné la situation actuelle du chômage, comment le gouvernement peut-il seulement envisager de bricoler certains programmes de création d'emplois comme une compagnie de conservation, le nettoyage des sentiers dans les bois et des subventions salariales, alors qu'il devrait proposer des programmes beaucoup plus étendus en vue de résoudre les problèmes que posent la révolution technologique, la nouvelle position concurrentielle de pays comme le Brésil et la Corée, sans oublier le problème très grave que pose la complexité de notre régime fiscal?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, nous ne sommes pas en train de réorganiser les programmes en place. Nous avons entrepris des efforts intensifs pour trouver de nouvelles solutions en utilisant les crédits actuels, c'est vrai, mais de façon plus efficace, et en trouvant de nouvelles méthodes en vue de soutenir l'emploi, surtout dans le cas des jeunes au sein de notre société.

Le député critique notre façon de procéder. Je tiens à lui dire qu'elle est beaucoup plus efficace que celle à laquelle a eu recours le gouvernement dont il a fait partie, lequel avait proposé de mettre un terme aux programmes Canada au travail et Été Canada.